



Chiffres clés

- **+4 °C en 2100** : l'État a fixé ce chiffre comme scénario de référence pour anticiper l'avenir. Cela se traduirait en moyenne par 10 fois plus de jours de vague de chaleur et 2 mois supplémentaires de sol sec.
- **60 % des élus français** pensent qu'il faudra modifier de façon importante nos modes de vie pour limiter le changement climatique, **contre seulement 10 %** qui pensent que le progrès technique permettra de trouver des solutions ^[1].
- **1,4 milliard d'euros** : c'est le montant que déclarent avoir dépensé les collectivités territoriales en 2022 **au profit de l'enseignement supérieur et de la recherche**. Les communes et les intercommunalités comptent pour environ **¼ de ces dépenses** ^[2].

1. ADEME, Les représentations sociales du changement climatique - 25e vague du baromètre, 2024.

2. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Le financement de la recherche et de l'enseignement supérieur par les collectivités territoriales entre 2020 et 2023, 2024.



En tant qu'élu(e), je peux...

- **Expérimenter localement une solution innovante (urbanisme, mobilités, agriculture...)**, en intégrant un projet de recherche-action participative.
- **Participer à une étude prospective pour anticiper les risques et opportunités** auxquels le territoire devra faire face d'ici 2050.
- **Organiser des ateliers de concertation avec les habitants pour recueillir leurs visions** d'un avenir souhaitable à moyen et long terme pour le territoire.
- **Cofinancer et suivre le travail de recherche d'un doctorant sur un enjeu prioritaire pour le territoire**, en partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur.
- **Organiser localement un cycle de conférences avec des chercheurs** pour aider les habitants à renforcer leur culture scientifique.



ADEME - Juillet 2026 - Ne pas jeter sur la voie publique. Conception/Réalisation/Illustration : CARACTER



012838-23



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité



CONSTRUIRE L'AVENIR DE SON TERRITOIRE



2050

?

Pourquoi

Pourquoi est-il essentiel d'innover et d'expérimenter pour anticiper les transformations du territoire ?

La transition écologique transforme nos modes de vie, tandis que les crises climatiques, géopolitiques et sociales renforcent les incertitudes. Maintenir un cap à long terme impose un dialogue constant entre élus, citoyens, entreprises, chercheurs et enseignants.

Les scientifiques, malgré les incertitudes, apportent des repères utiles sur les limites, les risques et les trajectoires, en s'appuyant sur les retours

d'expérience d'autres territoires. Les acteurs locaux, quant à eux, portent des visions collectives à intégrer.

Face à l'ampleur des mutations, les réponses classiques atteignent leurs limites. Il devient essentiel d'expérimenter, d'innover, de s'appuyer sur les avancées scientifiques et de renforcer le dialogue local pour bâtir des stratégies de transition solides, adaptées et résilientes.





Et en pratique, on peut faire quoi ?

Lancer une démarche de prospective locale pour préparer l'avenir du territoire.

On profite d'une révision du PLU, du SCoT, du PCAET, d'un SAGE, de la clôture d'un Atlas de la Biodiversité Communale, etc., pour ouvrir une réflexion de long terme : on **analyse les grandes tendances**, on identifie les conséquences concrètes des bouleversements à venir (climatiques, économiques, démographiques...) pour le territoire, et on planifie les réponses à engager dès aujourd'hui ou à moyen et long terme.

On associe une **diversité d'acteurs** à la démarche : chercheurs, représentants de la société civile, agents de la collectivité, acteurs économiques et associatifs. L'association d'artistes et acteurs du monde de la culture peut également être un plus pour ce type de démarches. L'objectif est de « voir loin et voir large », en croisant les expertises et les regards pour enrichir les scénarios.

On implique l'ensemble des services et des élus dans le pilotage de la démarche, en prenant le temps nécessaire pour faire émerger une vision collective (prévoir entre 12 et 18 mois).

En associant les habitants via des **ateliers de concertation**, on engage une discussion autour de leurs aspirations et de leurs visions d'un futur souhaitable. On peut par exemple s'appuyer sur les scénarios Transition 2050 de l'ADEME, qui donnent à voir quatre chemins contrastés vers une France neutre en carbone en 2050.



Expérimenter de nouveaux modèles sur le territoire, en s'appuyant sur les acteurs de la recherche et les habitants.

On participe à un **consortium mêlant collectifs et scientifiques** pour répondre à des appels à projets de recherche-action participative sur des thèmes prioritaires pour la collectivité. On mobilise les acteurs associatifs ou économiques du territoire pertinents. Au besoin, on peut s'appuyer sur des organismes institutionnels de médiation, comme les **Boutiques des Sciences**, ou toutes autres structures rattachées à des universités ou centres de recherche, chargés de faciliter la co-construction de **projets de recherche-action participative**.

Soutenir et orienter des travaux de recherche.

On peut solliciter des **étudiants** de niveau licence ou master, en lien avec leurs responsables pédagogiques, pour commencer à qualifier les besoins, les attentes et la faisabilité. On cofinance et on suit l'activité d'un doctorant (via une thèse CIFRE ou une thèse ADEME par exemple) qui travaille sur un enjeu important / une spécificité pour le territoire.

Organiser des colloques, séminaires, ateliers.

Ceci afin de permettre aux habitants de consolider leur **culture scientifique** et de tenir compte des enseignements des recherches récentes dans leurs pratiques quotidiennes. On incite les acteurs territoriaux à participer à des programmes de sciences participatives ou à s'impliquer dans des projets de recherche-action participative.



Ils le font déjà !

1

Imaginer demain autrement : la créativité au service du territoire

Marcoussis (8000 habitants)

Pour imaginer son avenir à l'horizon 2038, cette commune a mobilisé plus de 600 habitants dans une démarche participative inédite, mêlant théâtre-forum, ateliers dans les écoles, débats publics ou encore marchés d'idées organisés lors de fêtes locales.

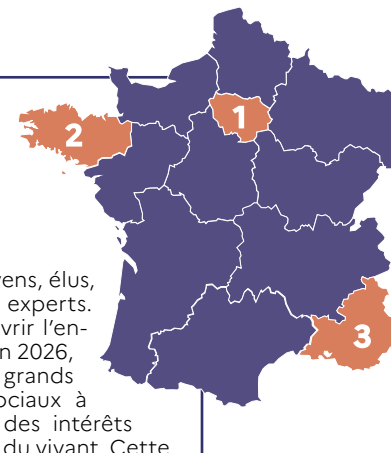
Portée par une volonté politique forte, cette dynamique a permis de toucher un public diversifié et de faire émerger des enjeux en matière de transition écologique, de lien social ou encore de cadre de vie. Le projet s'est conclu par un court-métrage participatif, coécrit par des citoyens, des élus et des agents, projeté dans le cinéma de la commune.

2

Comité citoyen, pour penser la ville en 2050

Ploufragan (11000 habitants)

La démarche associe citoyens, élus, associations locales et experts. Lancée en 2022 pour couvrir l'ensemble du mandat jusqu'en 2026, elle vise à anticiper les grands enjeux écologiques et sociaux à venir en tenant compte des intérêts des générations futures et du vivant. Cette démarche inédite de démocratie prospective, animée par une vingtaine d'habitants volontaires dès 16 ans, a valu à la commune une reconnaissance nationale.



3

Appui de la communauté scientifique locale pour reterritorialiser les filières agricoles et alimentaires

Communauté de commune Pays d'Apt-Luberon (29000 habitants)

Pendant un an, l'intercommunalité a mobilisé élus, services techniques, entreprises et syndicats agricoles du territoire pour questionner le potentiel productif local et la possibilité de tendre vers l'autonomie et la souveraineté alimentaire.

La communauté scientifique et l'ADEME ont d'abord aidé les élus et services de la collectivité à exploiter l'état des lieux du système agri-alimentaire conduit (ressources, gisements, etc.). Une réflexion a ensuite été menée pour réduire les impacts environnementaux des filières agricoles du territoire tout en proposant une gouvernance alimentaire compatible avec la politique foncière locale.